

REVUE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

Exceptionnellement : 5 F

LE MESSIANISME
de la
FINANCE
INTERNATIONALE

- Le chagrin et la pitié.
- Partis et journaux.
- Allo ! Allo ! Quelles nouvelles ?
- Le saviez-vous ?

N° de LECTURES FRANÇAISES disponibles


Nous pouvons, jusqu'à épuisement, fournir à nos abonnés les numéros suivants, au prix uniforme de 4 F l'exemplaire (sauf indication contraire) :

9. UNE PREFACE FRAICHE ET JOYEUSE, par P.-A. Cousteau.
10. LE JOURNALISTE DE LA BOURGEOISIE INTELLIGENTE.
14. LES ESCROCS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE.
15. LES BELLES AMES DE LA LITTERATURE DECOUVRENT LA TORTURE, par P.-A. Cousteau.
16. LE GENERAL DE GAULLE ET LA PRESSE.
17. ANDRE MALRAUX, CONDOTTIERE DE L'IMPOSTURE, par P.-A. Cousteau.
18. LE REFERENDUM (1958) DEVANT L'OPINION.
- 19/20. LES OUI ET LES NON. — Petit portrait du Figaro, par P.-A. Cousteau.
24. POUR UNE PRESSE LIBRE ET NATIONALE.
- 27, 29. LES INFILTRATIONS PROGRESSISTES DANS LA PRESSE CATHOLIQUE.
31. LA DEPECHE DU MIDI.
- 33/34. L'AFFAIRE LAROUSSE. Le Midi Libre.
36. VIVE LA LIBERTE !
- 42/43. LES ALLIES CAPITALISTES DU COMMUNISME INTERNATIONAL.
48. LA JEUNESSE FRANÇAISE ET LE SENS DE L'HISTOIRE, par J. Ploncard d'Assac.
- 49/50. L'AFFAIRE EICHMANN.
55. LA VIE DES METIERS.
56. LES NAZIS SONT PARTOUT. La Nouvelle République, de Tarbes.
63. LA CYNIQUE ALLIANCE (gaullo-communiste).
- 64/65. LES OUI ET LES NON D'AVRIL 1962.
66. EUROPE, CAPITALE : MOSCOU.
67. QUI SUCCEDERA AU GENERAL DE GAULLE ?
69. LA DROITE LA PLUS BÊTE DU MONDE.
70. EUROPE DES PEUPLES OU EUROPE DES BANQUIERS ?
73. HISTOIRE D'UNE TRAHISON.
79. FRANCE-SOIR, QUI EST-TU ?
- 80/81. SOLDAT DE L'OCCIDENT. Ben Gourlion antisémite ?
82. LES RAISONS CACHEES DE LA RECONNAISSANCE DE PEKIN.
83. M. G. DEFFERRE alias « MONSIEUR X ». — La famille Servan-Schreiber.
- 84/85. UN VENTRE DORE DE LA S.F.I.O. : M. DEFFERRE.
86. M. BLEUSTEIN-BLANCHET ET SON GROUPE. — Le lobby Defferre (graphique).
87. LE MYSTERE DASSAULT.
88. LE TRUST HACHETTE.
93. L'ALLIANCE AVEC MOSCOU. Rothschild au « Nouvel Observateur ».
94. LE GRISBI EST TOUJOURS A GAUCHE.
- 95/96. LA FRANCE COLONISEE. — Les actionnaires de L'Express.
97. NOUVEAU PAS VERS L'EST. L'association Finkelstein-Diners-Club.
100. CES CAMPS DE LA MORT DONT NE PARLE PLUS. « La Voix du Nord ».
- 101/102. VOTRE JOURNAL NE VOUS LE DIT PAS.
104. LA COURSE A L'ELYSEE.
105. LA LEÇON D'UN SCRUTIN.
- 106/107. LES NOUVEAUX MESSIEURS. — Les Pour et les Contre de l'élection présidentielle (Listes des partis et des personnalités). (Except. prix : 5 F)
108. LA GRANDE PAGAILLE DU 3^e TOUR.
110. LES FINANCIERS APPUIENT L'AXE PARIS-MOSCOU.
111. LES COULISSES DU CONCILE.
112. LES GRANDES MANŒUVRES.
115. LE SUCCES EST A CE PRIX.
116. LA TACTIQUE DE KARL MARX.
- 117/118. VOTER GAULLISTE, C'EST...
119. L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR.
120. PREMIER ECHEC DU GAULLISME.
121. ROTHSCHILD I ROTHSCHILD I
- 122/123. LE DETONATEUR DE LA TROISIEME GUERRE MONDIALE. — Israël devant l'opinion. — Naissance de l'Etat juif (except. prix : 5 F.)
- 124/125. NOUVELLE CONTROVERSE AUTOUR DES PROTOCOLES DES SAGES DE SION.
126. LES ORIGINES INCONNUES DE LA REVOLUTION BOLCHEVIQUE. (Judaïsme et communisme).
Nouveau format :
127. CEUX QUI FONT L'OPINION.
128. OU VA LA DROITE ?
130. NORD-MATIN CHANGE DE MAINS. — M. Giscard d'Estaing sera-t-il notre Hugenberg ?
131. L'ETAT-MAJOR DU PARTI GAULLISTE
132. LE REPLI AMERICAIN. — Un colosse aux pieds d'argile ?
- 133/134. LA REVOLUTION EST COMMENCEE. — De Cohn-Bendit à Mendès-France.
- 136/137. QUESTIONS SANS REPONSE (Les événements de Prague).
- 138/139. MUNICH ET LES « MUNICHOIS ».
140. POUR COMPRENDRE. — Conséquences d'une politique. — Les élections américaines.
141. FIN DE LA GUERRE DU VIETNAM ? — Début de la III^e guerre mondiale ?
142. LA VENALITE DE LA PRESSE FRANÇAISE (Except. prix : 4,50)
143. LE PLAN MANSHOLT.
144. UN NOUVEAU PLEBISCITE.
145. UNE SUBTILE MANŒUVRE EN DIRECTION DE PEKIN
146. ENTRE ROTHSCHILD ET MOSCOU.
- 147/148. M. POMPIDOU, QUI ETES-VOUS ?
(Except. Prix : 4,50 F)
149. LA FINANCE INTERNATIONALE JOUE ET GAGNE. — Septembrisades 1944 (Except. Prix : 4,50 F)
150. LE DERNIER QUART D'HEURE. Le petit commerce, l'artisanat, la paysannerie en révolte.
151. LE MONDE A L'ENVERS. Les faux pacifistes.
152. MENACES SUR LES U.S.A. — Qu'est-ce que l'Opus Dei ?
153. PANORAMA DE LA PRESSE « NATIONALE » ET DE LA PRESSE « GAUCHISTE » (Except. Prix : 4,50 F)
154. LA GUERRE DU PETROLE (en Méditerranée).
155. RENAISSANCE OU MORT DU RADICALISME ?
156. DEUX POIDS ET DEUX MESURES.
157. SUS AUX LIBRAIRES !
158. DU BLUFF AU CHANTAGE. — L'Est républicain.
- 159/160. LES 200 FAMILLES S'OFFRENT DE NOUVEAUX DEPUTES. — Les damnés de la terre.
161. VERS LA PAIX DU CIMETIERE.
162. DECADENCE DE LA FRANC-MAÇONNERIE ?
163. LE VOYAGE A MOSCOU. — Lénine était-il juif ?
164. L'EMINENCE GRISE DE LA MAISON BLANCHE.
165. A QUAND UN IMPOT SUR LES PATRIMOINES ?
166. QUI TIRE LES FICELLES ?
167. INFILTRATIONS COMMUNISTES A LA MAISON BLANCHE.
168. QUAND LE PETROLE EST ROI (5 F.).
169. LES JUIFS AUX U.S.A.
170. L'OSTPOLITIK DE WILLY BRANDT.

Commandes à HENRY COSTON, directeur, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris VI^e

B. P. 92-18, Paris-18^e (C.C.P. H. Coston, Paris 2048-96)

Le messianisme de la finance internationale

 E mensuel non-conformiste American Opinion (de Boston, Mass.) vient de réunir dans un tiré à part deux articles de Gary Allen : « The Bankers » (Les Banquiers) et « The Federal Reserve » (La Réserve Fédérale) parus respectivement dans ses numéros de mars et d'avril 1970.

Ces deux articles apportent une ample documentation concernant l'action de la Haute Finance internationale sur la politique et l'économie mondiales, qui confirme les divulgations de Henry Coston dans ses différents ouvrages, en particulier : « Les Financiers qui mènent le Monde » (1955), « La Haute Banque et les Trusts » (1958), « Le Secret des dieux » (1968).

Gary Allen, notamment, cite le Pr Quigley, pourtant tenant de l'Establishment, la synarchie américaine, qui affirme l'existence d'une collusion déjà ancienne entre un nombre restreint de personnages ou d'organisations ayant pour but « rien moins que la création d'un système mondial d'hégémonie financière aux mains de quelques individualités capables de dominer la politique de chaque pays et l'économie mondiale tout entière. Le système était placé sous l'autorité de type féodal des Banques centrales du monde, agissant de concert par des ententes conclues au cours de fréquentes entrevues et réunions privées » (1).

Par le fer et par le feu

Pour y parvenir, un moyen spécifique : l'endettement des gouvernements auprès de la Finance Internationale. Et cet endettement, on le provoquera par deux procédés qui ont fait depuis longtemps leur preuve : la révolution et la guerre.

Exemple typique : la Révolution française.

« A cette date (1800), écrit le Pr Quigley, la puissance financière était entre les mains de dix à quinze maisons de banque dont les fondateurs, dans la plupart des cas, étaient venus de Suisse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ces banquiers, tous protestants, étaient profondément impliqués dans l'agitation qui conduisit à la Révolution française », assertion démontrée par Albert Mathiez, A. Dauphin-Meunier, Albert Soboul, et plus récemment par Henry Coston (Les Financiers qui mènent le Monde, chap. IV) et André Montagnac (Le Secret des dieux, chap. I).

Il serait facile de prouver la participation de la Haute Finance internationale dans toutes les guerres et toutes les révolutions des XIX^e et XX^e siècles. Et parfois d'un même groupe bancaire au profit des divers adversaires.

« Ce fut le cas, par exemple, écrit Gary Allen, au cours de notre Guerre de Sécession. Le Nord étant financé par les Rothschild par l'intermédiaire de leur agent américain August Belmont, et les Sudistes par l'intermédiaire des Erlanger, parents des Rothschild. » (2).

Quant à la Révolution d'Octobre, on sait le puissant soutien financier

(1) Professeur Carroll Quigley — « Tragedy and Hope » (Tragédie et espoir) — Mac Millan, New York, 1966.

(2) « Au XVIII^e siècle, les Schiff et les Rothschild étaient associés dans une maison de Francfort, a révélé Stephen Birmingham dans « Our Crowd » (Notre bande), p. 22 (Dell, New York, 1967). Schiff, dit-on, aurait acheté sa participation dans Kuhn-Loeb avec l'argent des Rothschild (Gary Allenn, note p. 22).

apporté aux bolchevicks par Jacob Schiff (3), de la banque américaine Kuhn, Loeb and Co. Max Warburg, de Hambourg, qui avait pour frères Félix, gendre de Jacob Schiff, et Paul, gendre de Solomon Loeb, tous deux associés de Kuhn, Loeb and Co. Olaf Aschberg, de la Nye Banken de Stockholm, le riche banquier Jivotovsky, le Syndicat Westphalien Rhenan et le financier britannique Lord Alfred Milner (4). Or, comme soutien du mouvement national-socialiste, on trouve dès fin 1932, à côté de Krupp von Bohlen et de Fritz Thyssen, Otto Wolf, la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, etc (5). L'affaire prend tout son sel quand on sait : 1) qu'en 1918, en pleine guerre, Max Warburg fut convaincu d'être un des chefs de l'espionnage allemand, ce qui obligea son frère Paul à démissionner de son poste de gouverneur du Federal Reserve Board américain ; 2) qu'il fut un des responsables du transport à travers l'Allemagne, dans le fameux « wagon plombé », de Lénine et de ses compagnons ; 3) qu'il finançait d'Allemagne les Soviétiques tandis que son frère Paul les finançait des Etats-Unis et que tous les deux « participèrent à la Conférence de la Paix à Versailles en tant que représentants de leurs gouvernements respectifs » (6).

Et s'il fallait une illustration récente de l'ingérence des financiers internationaux dans l'évolution des conflits, on la trouverait dans notre désastreuse guerre d'Indochine. Paul Rassinier présente avec clarté le tableau des luttes que se livrèrent plus ou moins ouvertement les parlementaires représentant l'Union des banques américaines (M. René Plevin), l'Union des banques

(3) « Jacob Schiff a déclaré que son aide massive à la Révolution russe avait pour origine son hostilité à l'antisémitisme tsariste. Dans sa flagorneuse bibliographie collective, « Men who are making America » (Les hommes qui font l'Amérique) B.C. Forbes Publishing Co., Inc., New York, 1922), B. C. Forbes écrit : « Quand le Comité Américain de Secours Juif lança sa campagne pour réunir 10 millions de dollars en faveur des victimes juives de la guerre, M. Schiff invita à dîner plusieurs centaines des plus éminents de ses coreligionnaires, leur fit un émouvant appel, leur annonça sa contribution personnelle de 100.000 dollars et fit sur eux une telle pression que plus de 2.500.000 dollars furent souscrits sur le champ. La donation de M. Schiff, spécifia-t-il, servirait à la création d'une unité hospitalière en Russie « en reconnaissance de l'émancipation des Juifs obtenue grâce à la Révolution » (pp. 334-335) ». (Gary Allen, p. 6).

Sans nier l'influence de ce motif officiellement reconnu dans son soutien aux révolutionnaires russes, il est à croire que Jacob Schiff et ses affiliés étaient poussés par un intérêt plus puissant, encore que non avoué, comme nous le verrons plus loin l'hostilité de l'administration impériale à la création d'une banque centrale.

De toute manière, Jacob Schiff n'y perdit rien :

(4) « M. Bakhmetiev, dernier ambassadeur de la Russie Impériale aux Etats-Unis, nous raconte que les bolcheviks, après leur victoire, transfèrent 600 millions de roubles-or, entre 1918 et 1922, à Kuhn, Loeb and Co » (Gary Allen, p. 6, d'après Arsène de Goulevitch, *Czarism and the Revolution*, Omni Publications, Hawthorne, California, 1961).

(5) « Le rôle d'Alfred Milner est particulièrement significatif du fait qu'il fut le fondateur de la « Table Ronde » d'Angleterre, association secrète qui a créé l'Institut Royal des Affaires Internationales (Royal Institute for International Affairs), société mère du puissant et fallacieux Comité des Affaires Etrangères (Council on Foreign Relation) — dont au moins soixante-dix membres occupent actuellement des postes très élevés dans l'Administration Nixon ». (Gary Allen, p. 5).

Sur le Comité des Affaires Etrangères de New York, voir *Lectures Françaises* de septembre et décembre 1970, février et mars 1971.

(6) Gary Allen, note de la p. 22.

Sur les tractations entre la Haute Finance et le national-socialisme, voir les articles de Henry Coston : « L'argent dans la politique allemande » et « Hitler fut-il commandité par des financiers américains ? » dans « La Haute Finance et les Révolutions », numéro spécial de *Lectures Françaises*, avril 1963. Ce même numéro contient aussi des précisions sur l'immixtion des financiers dans la Révolution française, la Révolution russe, le Fascisme, l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, etc..

(6) Gary Allen, p. 22.

Rothschild (M. René Mayer) et les groupes financiers Gradis, Servan-Schreiber et Lazard (M. Mendès-France).

« (...) les Rothschild, qui ne croyaient pas à la défaite et dont le point de vue rejoignait en cela celui des banques américaines, (...) voulaient poursuivre (la guerre) jusqu'au bout et ceci explique à la fois la position parlementaire de M. René Mayer et celle de M. René Pleven ; les Lazard pour qui les Cogny, les Ely, les Navarre et les de Castrie n'étaient que des toquards, jugeaient plus prudent de traiter et rejoignaient par là le point de vue des Gradis et des Servan-Schreiber. On dit aussi, et cela semble résulter de la lecture des journaux financiers, que, tandis que les intérêts des Rothschild en Indochine se trouvaient principalement dans le Nord, destiné à passer aux mains de Ho Chi Min en cas de compromis, ceux des Lazard, des Gradis et des Servan-Schreiber se trouvaient principalement dans le Sud que le compromis pouvait sauver. » (7)

Faut-il aussi parler du soutien de la Shell au Front de Libération de l'Algérie ou de l'ingérence des pétroliers dans la sécession du Biafra ?

Elle est donc bien justifiée, l'allégation d'Oswald Spengler : « Il n'y a pas de mouvement prolétarien, et pas même communiste, qui n'ait travaillé dans l'intérêt de l'argent, suivant les directives de l'argent et pendant la durée permise par l'argent — cela sans que leurs meneurs idéalistes en aient eu le moindre soupçon » (8).

L'hégémonie financière par les Banques centrales

Le système bancaire moderne fonctionne, n'en déplaise aux vitupérations des manuels scolaires, suivant les idées de John Law.

« Il avait pour théorie que le système économique de son époque s'étioilait par pénurie de numéraire. Et, sur le modèle de la Banque d'Amsterdam, il bâtit un plan pour créer tout l'argent dont un pays avait besoin : » (9).

« Law préconisait la monnaie de papier, le billet de banque qui circule vite, enrichit dix négociants dans un temps court, et, véritable sang de l'économie, ranime partout l'activité, provoque achats et ventes, fait surgir les produits fabriqués et les denrées. Il avait des idées neuves sur la couverture des billets : ils ne devaient plus être gagés seulement sur le métal précieux, mais sur tous les biens meubles et immeubles de l'Etat, garantie croissante. L'Etat pourrait donc émettre de grandes quantités de billets, et rembourser ses dettes. Mais, pour assurer la couverture des billets, il devait être conduit de proche en proche à contrôler toute l'économie. C'était le « Système » (10).

L'injection massive de monnaie fiduciaire dans l'économie en provoqua le développement rapide ; mais, du même coup, Law avait instauré l'inflation, qui devait amener automatiquement la dévaluation de la monnaie-papier.

(7) Paul Rassinier. — « Le Parlement aux mains des Banques », Contre-Courant, n° spécial, octobre 1955, confirmé par un autre n° spécial II — « Les Preuves », novembre 1956.

(8) Oswald Spengler — « Decline of the West » (Déclin de l'Occident), Modern Library, New York, 1945, cité par Gary Allen, p. 4.

(9) John T. Flynn. — « Men of Health » (Les Richards), Simon and Schuster, New York, 1941, cité par Gary Allen, p. 19.

(10) Roland Mournier. — « La France de Louis XV » - Histoire de France, Larousse, 1954, t. II, p. 10.

Seuls y gagnèrent : - l'État qui avait pu rembourser ses dettes en « monnaie fondante » ; - les financiers et les quelques particuliers (prince de Conti, duc de Bourbon....) assez avisés pour avoir échangé aux plus hauts cours leur « papier », monnaie ou titres, contre espèces.

La leçon ne fut pas perdue : la banqueroute de Law, comme plus tard celle des assignats, avait prouvé aux financiers que si l'inflation ruinait les épargnants, elle pouvait assurer la fortune et la puissance des manieurs d'argent avertis, surtout s'ils s'entendaient entre eux pour leurs manipulations monétaires. C'est ce que confirme une lettre du 25 juin 1863, écrite par les Rothschild Frères de Londres à un banquier new-yorkais :

« Les quelques personnes qui peuvent comprendre le système (des carnets de chèques et du crédit) montreront tant d'intérêt pour ses bénéfices ou dépendront tellement de ses avantages qu'on n'en doit attendre aucune opposition; tandis que, d'un autre côté, la grande masse du public, mentalement incapable de comprendre les énormes avantages que le capital tire de ce système, en supportera les frais sans se plaindre et, peut-être, sans même soupçonner que ce système est contraire à ses intérêts » (11).

Le 18 janvier 1800, le banquier Perréaux faisait signer au Premier Consul le décret de création de la Banque de France, d'après les idées de Law et à l'instar de la Banque d'Angleterre. « Elle resterait une banque privée, administrée par des Régents, élus par les 200 plus gros actionnaires, nommant eux-mêmes leur président » (12). En 1806, elle obtenait le privilège d'émission du papier-monnaie (franc Germinal). Le 22 avril de la même année, « une très fâcheuse opération sur la piastre espagnole amena l'Empereur à la faire passer sous le contrôle direct de l'État, mais les représentants de ses actionnaires continuèrent à jouer dans sa direction un rôle prépondérant » (13). En fait, elle était « manipulée » par le fameux Syndicat International, composé de financiers jouant sur tous les tableaux, les Rothschild et Boyd (Paris et Londres), Hope et Labouchère (Amsterdam), Parish (Hambourg), Baring (Londres) et Bethmann (Francfort). Cet état de choses dura jusqu'en 1936. Nationalisée définitivement en 1945, elle n'en demeura pas moins sous la coupe de la Haute Finance, quel que soit le régime, ne serait-ce que par ses gouverneurs successifs. « Les banquiers internationaux qui étaient propriétaires des Banques d'Angleterre et de France et qui les contrôlaient ont maintenu leur influence sur elles, même après que ces banques aient été théoriquement socialisées » (14). Et ces banquiers, écrit le Pr. Quigley, forment « un système de coopération internationale et de domination nationale plus discrètes, plus puissantes et plus secrètes que celles de leurs agents dans les banques centrales » (15).

D'où l'importance attachée par les banquiers internationaux à la création de banques centrales dans les principaux pays du monde. « Tous ceux qui ont pensé à établir un pouvoir dictatorial sur les nations modernes ont compris la

(11) National Economy and the Banking System of The United States, document n° 23, 76th Congress, 1st Session, U.S. Government Printing Office, Washington, 1939, cité par Gary Allen, p. 20.

(12) Francis Delaisi. — « La Banque de France aux mains des 200 familles », Paris, 1936, titre sans ambiguïté...

(13) Miroir de l'Histoire, n° 3 (avril 1950) : « Notre calendrier historique ».

(14) Gary Allen, p. 7.

(15) Pr Quigley, op. cit., p. 326, cité par Gary Allen.

nécessité d'une banque centrale. Quand le mystérieux groupement, qui s'intitulait lui-même Ligue des Hommes Justes,⁽¹⁶⁾ paya un écrivain révolutionnaire nommé Karl Marx pour rédiger une déclaration de combat appelée « Le Manifeste Communiste », la cinquième proposition spécifiait : « Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat au moyen d'une banque nationale à capitaux d'Etat et monopole exclusif » (16).

En Europe, tous les pays visés obtempérèrent, à l'exception de la Russie « où le Tsar refusa d'autoriser la création d'une banque centrale sous contrôle étranger. Cela pourrait expliquer pourquoi tant de banquiers internationaux furent impliqués dans le financement de la Révolution communiste en Russie » (17).

Les Etats-Unis n'échappèrent pas à la règle. Dès les premiers jours de la jeune République, les banquiers européens cherchèrent à imposer leur mainmise par la création d'une Banque des Etats-Unis.

« Dans l'ombre, les Rothschild eurent longtemps une puissante influence en imposant les lois financières. Les archives législatives montrent leur puissance dans la vieille Banque des Etats-Unis » (18), que le Président Jackson supprima en 1836.

Mais le financement de la Guerre de Sécession obligea le Président Lincoln à recourir aux banques internationales. En 1863, elles lui imposèrent le National Bank Act, d'après lequel elles achetaient des Bons d'Etat portant intérêt, en contrepartie desquels elles émettaient des billets de banque sans intérêt. Ce régime dura jusqu'en 1913, dont un petit nombre de « banques privées » tirèrent un large profit : J.-P. Morgan, Kuhn Loeb, J. et W. Seligman, Speyer, Brown Frères, puis la Chase Bank de John D. Rockefeller et la National City Bank of New York de son frère William (19).

Le complot de Jekyl Island

Ces financiers, qui s'étaient combattus à couteau tiré, avaient fini par reconnaître leur « communauté d'intérêt » : à leur rivalité, ils substituèrent l'entente, en profitant de leurs étroites liaisons avec les banquiers européens pour établir un réseau mondial. Et cette entente précisa leur intention de créer une nouvelle banque centrale.

Pour faire admettre leurs vues aux banquiers récalcitrants, ils chargèrent J. Pierpont Morgan de provoquer une série de paniques financières. A la suite d'une de ces paniques, le 8 février 1895, Morgan « allait carrément trouver Grover Cleveland à son bureau de la Maison Blanche pour lui (...) marchandiser une avance de 65 millions de dollars-or des Rothschild » (20) afin de sortir d'une situation qu'il avait lui-même créée.

A la tête des promoteurs de la banque centrale, on retrouve Paul Warburg,

(16) Gary Allen, p. 7.

(17) Gary Allen, note p. 7.

(18) Gustavus Myers. — « History of the Great American Fortunes » (Histoire des grandes fortunes américaines), Random House, New York, cité par Gary Allen, pp. 7-8.

(19) La Chase Bank de J.-D. Rockefeller devait fusionner plus tard avec la Manhattan Bank de Warburg pour devenir la Chase Manhattan Bank, la plus grande puissance financière du monde.

(20) Earl Sparling. — « Mystery Men Of Wall Street » (Les hommes-mystère de la Bourse), Greenberg, New York, 1930, cité par Gary Allen, p. 10.

Un BANYULS authentique ?

Propriété Saint-Louis

Mme Vve L. BERTA-MAILLOL

à Banyuls-s/-Mer (P.-O)

Prix courant sur demande

de Kuhn Loeb and C°. Après la panique de 1907, il s'aboucha avec le président de la Commission Monétaire Nationale, le sénateur Nelson Aldrich, créature de Pierpont Morgan et futur beau-père de J. Rockefeller Jr, et avec d'autres banquiers; puis Aldrich convoqua, fin 1910, à Jekyll Island en Géorgie, sous prétexte d'une partie de chasse, une réunion plus que discrète groupant, outre Warburg, les « initiés » (insiders) Henry P. Davison (de J.-P. Morgan), Frank A. Vanderlip, président de la National City Bank (de Rockefeller), A. Platt Andrew, secrétaire adjoint au Trésor, et Benjamin Strong, président de la Bankers Trust C° (de J.-P. Morgan).

A cette réunion fut mis sur pied le projet de Federal Reserve System — nom proposé par Warburg qui craignait que celui de Banque centrale effrayât les politiciens. Ce projet, dit « Aldrich Bill », échoua devant le Congrès.

Changeant leur fusil d'épaule, les conjurés financèrent l'élection de Théodore Roosevelt à la présidence des Etats-Unis; puis, avec l'appoint des financiers Jacob Schiff, Bernard Baruch, Henry Morgenthau, Thomas Fortune Ryan et de Adolph Ochs, éditeur du New York Times, l'élection de Woodrow Wilson. Aussi, le 22 décembre 1913, le Congrès adoptait le Federal Reserve Act.

Les « initiés », exploitant leur succès, placèrent aussitôt le conseil d'administration de la Federal Reserve sous la coupe du curieux « colonel » Edward Mandell House, éminence grise de Wilson, assisté de Paul Warburg. Des douze banques régionales prévues par le Federal Reserve Act, celle de New York était — et est — la plus importante qui, en fait, dirige l'ensemble: aussi son premier gouverneur fut l'« initié » Benjamin Strong. En 1917, Wilson, bien tenu en mains, nommait Bernard Baruch président du Comité des Industries de Guerre et son ex-associé, lié avec les Lazard, Eugène Meyer, président du Groupement pour le Financement de la Guerre. Les « initiés » tenaient les leviers de commande et ne les ont plus lâchés depuis lors.

Peu après, Nelson Aldrich — encore lui — faisait adopter l'impôt progressif sur le revenu, une autre des dix propositions du Manifeste Communiste de Karl Marx, lié à la Ligue des Hommes Justes. Par les possibilités de dépenses et d'endettement qu'il ouvrait à l'Etat, il allait mettre à la disposition de la Haute Finance des sommes considérables.

Messianisme moderne

Le « système mondial d'hégémonie financière aux mains de quelques individualités capables de dominer la politique de chaque pays et l'économie mondiale tout entière » dont parle le Pr Quigley est donc en bonne voie. Ce système est dirigé par un petit nombre d'organisations, dont: le groupe de Bilderberg aux assemblées secrètes bisannuelles, la Pilgrim Society, association très fermée ayant pour but avoué la création d'un empire anglo-saxon, la Banque des Règlements Internationaux, groupement privé de gouverneurs de banques centrales se réunissant tous les mois à Bâle (Suisse), et enfin le Council on Foreign Relations (C.F.R.) de New York, dont les 1.400 membres comptent parmi les puissances financières, économiques et politiques des Etats-Unis et auquel ont appartenu, depuis sa fondation en 1919 par des financiers internationaux, dont Jacob Schiff et Paul Warbourg, presque tous les présidents des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt, John F. Kennedy, L. B. Johnson, Richard Nixon et bon nombre de membres de leur entourage (Henry A. Kissinger) et de leur administration.

Leur objectif, ils l'ont dévoilé dans une intense campagne en 1961, sur le slogan « Un gouvernement mondial ou la bombe ». Parallèlement, on doit constater les efforts de la Franc-Maçonnerie, des B'nai B'rith en particulier, pour l'institution d'une religion universelle (21).

Le but est donc clair : un gouvernement mondial par un oecuménisme démocratique et une hégémonie financière ; c'est le vieux rêve du messianisme juif, ce qui n'étonnera pas nos lecteurs.

JACQUES BORDIOT.

(21) Jérusalem, capitale d'Israël, en serait naturellement le siège. Voir aussi *Infiltrations ennemies dans l'Eglise*, La Librairie Française, 1970.

Conflits de presse

L'Express et Paris-Normandie ont fait parler d'eux. Même la grande presse a entretenu ses lecteurs des conflits qui secouaient ces deux grands journaux.

De quoi s'agit-il, au fond ?

Pour M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, il s'agit de reprendre en main l'hebdomadaire qu'il a créé et qu'il avait un peu abandonné à d'autres.

Cela ne se fait pas sans heurts et criailleries. Bien sûr, les beaux sentiments sont mis en avant. Mais lorsqu'on saura que MM. Chevrillon, président (mais fideicommissaire) du groupe, Pierre Barret, directeur général, Claude Imbert, directeur de la rédaction et neuf autres rédacteurs ont encaissé, tenez-vous bien, 353 millions d'A.F. d'indemnités, on restera un peu sceptique sur le désintéressement de ces défenseurs de la liberté de la presse !

On prête à J.-J. S.-S. l'intention de modifier la présentation de son journal. Lorsqu'il était un journal de combat politique dévoué à M. Pierre Mendès-France, il tirait autour de 100.000 exemplaires. Transformé selon la formule mise au point, huit ans auparavant, par C'est-à-dire (de Jean Ferré, Jean Lousteau et Jean-François Chiappe), L'Express a atteint un tirage de 500.000 exemplaires. Pour son « patron », c'est insuffisant.

Ses ambitions politiques, qui sont grandes — « suivez mon regard : l'Élysée... » — M. Servan-Schreiber veut un minimum de douze cents mille acheteurs ou abonnés. Pour y parvenir, la formule actuelle ne convient pas : trop « Marie-Chantal », pas assez « pop ». Le modèle du nouvel Express, ce n'est plus C'est-à-dire (qui ressemblait à Time), c'est le Spiegel allemand. Il paraît que les sondages opérés sont favorables. Attendons...

L'affaire Paris-Normandie est très différente. Cette fois, c'est un larron du dehors que veut mettre le quotidien de Rouen dans sa poche. — Après tout, s'est dit M. Robert Hersant, les spoliés de 1944 n'auront rien à dire s'ils sont, à leur tour, chassés du journal qu'ils ont eux-mêmes confisqué à leur profit.

Nos lecteurs savent de quoi il s'agit : nous avons souvent parlé de la manière dont les Laffont ont été dépossédés de leur Journal de Rouen, et nous avons dit comment le véritable fondateur de Paris-Normandie fut évincé par les actuelles « victimes » de M. Hersant.

Certes, nous comprenons que les résistants soient tout marries de céder la place à l'ancien chef de troupe antisémite devenu député radical et, par la grâce du financier Igoïn, grand patron d'un trust de presse aussi important. Mais qui donc s'indignera qu'on leur fit aujourd'hui ce qu'ils ont fait à d'autres il y a plus d'un quart de siècle.

La justice immanente...

LIVRES A LIRE

● Documentation politique, souvenirs :

- G. A. AMAUDRUZ : Nous, autres, racistes
Le manifeste du grand théoricien actuel du social-racisme européen (vient de paraître) 15 F
- Lucien REBATET : Les deux étendards
Une réédition attendue (en un fort volume) 54 F
- Charles MAURRAS : La contre-révolution spontanée
Derniers exemplaires d'un classique du nationalisme intégral .. 15 F
- Prof. de VRIES : Juifs et catholiques
Livre édité en 1939 par Bernard Grasset, recherché et épuisé 18 F
- KHROUCHTCHEV : Souvenirs
Authentiques ? Peut-être pas, mais les faits relatés le sont vraisemblablement 30 F
- Xavier VALLAT : Feuilles de Fresnes
Journal de prison de l'ancien commissaire aux Questions Juives .. 27 F
- Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires
Un instrument de travail utile à l'homme politique et au militant 28 F
- Marc PAILLET : Marx contre Marx
L'ascension d'une classe qui aspire au pouvoir dans les sociétés communistes 25 F
- Pierre ROSSI : Les clefs de la guerre
Pour comprendre le conflit du Moyen-Orient (par l'ancien directeur de l'Institut français de Bagdad) 18 F

Henry CHARBONNEAU (ancien chef du service de presse de la Milice) : Mémoires de Porthos, relié 35 F

Du même auteur : Le Roman noir de la Droite française
broché : 26 F - relié 35 F

SAINT-PAULIEN : Pourquoi j'ai perdu la guerre, par Adolf Hitler
relié 35 F

Robert BRASILLACH : Les sept couleurs 27,50 F

● Doctrines politiques :

J. PLONCARD D'ASSAC : Les idées qui tuent (paru en avril) 15 F

Maurice BARRÈS et Charles MAURRAS : La République ou le Roi 40,90 F

Pierre BÉCAT : Proudhon, apôtre du progrès (L'anti-Marx par excellence) 12 F

● Histoire :

J.-F. CHIAPPE : Georges Cadoudal. 34 F

J. ISORNI : Véridique histoire de la Grande Guerre (1914-1918)

Tome I	35 F	Tome III	48 F
Tome II	36 F	Tome IV	48 F

Marie de ROUX (l'un des leaders de l'« Action française ») : Origine et fondation de la III^e République 15 F

JOURNALISTE NATIONAL EUROPÉEN, recherche à l'achat ou en communication tous documents, tracts, journaux, bulletins, affiches, cartes de membre, insignes, etc., originaires des mouvements suivants : PHALANGE FRANÇAISE, MOUVEMENT POPULAIRE FRANÇAIS, JEUNE NATION, PARTI NATIONALISTE, BREURIEZH an HEVOUD, ORGANISATION DU SWASTIKA, PARTI NATIONAL SOCIALISTE OUVRIER FRANÇAIS, PARTI PROLÉTARIEN NATIONAL SOCIALISTE, PARTI NATIONAL SYNDICALISTE, MOUVEMENT PEUPLE ET NATION, FÉDÉRATION OUEST EUROPÉENNE, WUNS-FRANCE, AKTION ODER NEISSE (AKON) FRANCE, LE VIKING, LE VRIL, 999, LE KORAN, etc...

DISCRÉTION ASSURÉE, DOCUMENTS RETOURNÉS EN RECOMMANDE SOUS QUINZAINE SI CONFIES OU PRÉCISER PRIX DESIRÉ. CONTACTER DE TOUTE URGENCE Annonceur 171-1, Lectures Françaises, B.P. 92-18, Paris-18°.

LIVRES POLITIQUES ET D'HISTOIRE

Henry COSTON :

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE
FRANÇAISE (toute la politique de
A à Z), 1.088 p., ill., relié toile
F 90 »
L'un des 300 ex. numérotés F 135 »

En souscription (avant publication) :

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE
FRANÇAISE (Tome II) F 78 »
Ex. numéroté sur registre F 100 »
Ex. de tête, numéroté F 150 »

LA FRANCE A L'ENCAN F 15 »

LE SECRET DES DIEUX F 24 »

LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS
Sur alfa numér. F 30 »
(440 p.) F 24 »

LE RETOUR DES « 200 FAMILLES »
F 18 »

L'EUROPE DES BANQUIERS. F 24 »

LA RÉPUBLIQUE DU GRAND ORIENT.
F 18 »

LA HAUTE FINANCE ET LES RÉVO-
LUTIONS. F 6 »

LES TECHNOCRATES ET LA SYNAR-
CHIE. F 18 »

PARTIS, JOURNAUX et HOMMES PO-
LITIQUES (Derniers exemp.) F 30 »

DICTIONNAIRE DES PSEUDONYMES.
Tome I F 18 »
Tome II F 18 »

ONZE ANS DE MALHEUR (1958-1969)
Edit. sur bouffant F 24 »
Edit. numérotée sur alfa F 65 »

G. et H. COSTON :

LE JOURNALISME EN 30 LEÇONS.
F 24 »

**E. DELAMARE, L. de PONCINS,
G. de COUESSIN, J. BORDIOT :**
INFILTRATIONS ENNEMIES DANS
L'ÉGLISE F 24 »

SAINT-PASTOUR :

LA FRANC-MAÇONNERIE AU PARLE-
MENT (1870-1970), illust. F 24 »

Jacques PLONCARD D'ASSAC :
LA CRISE DU COMMUNISME. F 15 »
CRITIQUE NATIONALISTE. F 15 »
LE POIDS DES CLÉS DE SAINT-
PIERRE. F 15 »
LA RÉACTION. F 15 »
LA PEUR DES MOTS. F 15 »
LES IDÉES QUI TUENT F 15 »

Bernard FAY :

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LA RÉ-
VOLUTION INTELLECTUELLE DU
XVIII^e SIÈCLE. F 18 »

P.-A. COUSTEAU :

APRÈS LE DÉLUGE. Ex. numéroté
F 18 ; relié F 12 ; ordinaire F 5,40
LES LOIS DE L'HOSPITALITÉ F 5,40

Paul RASSINIER :

LE MENSONGE D'ULYSSE.
(en réimpression)
ULYSSE TRAHİ PAR LES SIENS.
(Alfa) F 12 »
(sur bouffant) F 6 »

L'archiviste JÉRÔME :

DICTIONNAIRE DES CHANGEMENTS
DE NOMS 1803-1956 F 21 »
Idem, 1957-1962 F 12 »

GYGES :

LES JUIFS DANS LA FRANCE D'AU-
JOURD'HUI. F 18 »

J.-B. BARBIER :

LE PACIFISME DANS L'HISTOIRE DE
FRANCE F 24 »
UN FRAC DE NESSUS. F 20 »
OUTRANCES SUR LE SECOND EM-
PIRE. F 9,90
MENSONGES SUR LE SECOND EM-
PIRE. F 12 »
SILENCES SUR LE SECOND EMPIRE.
F 12 »

Professeur USCATESCO :

MORT DE L'EUROPE ? F 5,40

Jean MAROT :

FACE AU SOLEIL (José Antonio Primo
de Rivera) F 9 »

Georges OLLIVIER :

L'ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE
1860-1960 F 15 »

Bernard LAZARE :

L'ANTISÉMITISME F 18 »

F. GAUCHER :

LE FASCISME EST-IL ACTUEL ? F 4,95

DIVERS :

LA RÉPUBLIQUE DES ROTHSCHILD
F 4,50

LE TROMBINOSCOPE DE LA V^e
F 7,80

PÉTAIN TOUJOURS PRÉSENT F 9 »

LE LIVRE NOIR DE L'ÉPURATION
1944 F 4,95

DANIEL MAYER ou « JE VOUS HAIS »
F 3,60

F. MITTERRAND ou « CET HOMME EST
DANGEREUX » F 3,60

LA FRANC-MAÇONNERIE GOUVER-
NE. F 3,90

Magasin de Vente - 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris - 6^e

Ouvert de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h. (sauf samedis et dimanches)

Expéditions dans le monde entier. Ajouter 10 % pour le port.